

## 4. L'environnement de l'homme, ses conditions de vie

### 4.3 Territoires

#### 4.3.4 Stratégies territoriales

# Le territoire, brique de base de la gouvernance

### Résumé

*Parmi les principes communs de gouvernance pour le XXI<sup>e</sup> siècle que les travaux de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) ont progressivement identifiés et formulés, l'un d'entre eux concerne les "territoires". La gestion des territoires locaux se révélera, très probablement, déterminante au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils seront peut-être dans cinquante ans, notamment les grandes villes, des acteurs sociaux plus importants que les grandes entreprises. Mais, cela suppose un changement de regard sur les territoires et le développement de nouveaux outils.*

**Mots clés :** Gouvernance, monde, territoires, local/global, subsidiarité active, décentralisation.

### L'auteur

*Pierre Calame est Directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Il est ingénieur des Ponts et Chaussées. Après une carrière dans l'administration et dans l'industrie, il se consacre aujourd'hui aux questions Nord/Sud, à la lutte contre les inégalités, aux problèmes du développement et de la gouvernance. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur ces thèmes.*

Que peuvent apporter la réflexion et l'action à l'échelle d'un territoire local dans une société irrémédiablement mondialisée où les interactions entre les peuples, entre les individus et entre l'humanité et la biosphère se jouent à l'échelle de la planète ?

La redécouverte des territoires et du local, à la fois pour le fonctionnement économique lui-même, pour la gestion des ressources naturelles, pour le renouveau de la démocratie et pour la mise en place du partenariat entre acteurs se manifeste pourtant un peu partout dans le monde par un vaste mouvement de décentralisation au fur et à mesure que l'on prend conscience de l'importance de la gestion de la diversité et des multiples effets pervers de la centralisation administrative, dès lors qu'il s'agit de gérer un monde de plus en plus complexe.

## TERRITOIRES ET GOUVERNANCE

Analysant les différentes catégories de biens, nous prenons conscience de la place de la gestion des relations territoriales. C'est à l'échelle locale que se définit la pertinence des politiques et que doivent s'articuler les actions des différents niveaux de gouvernance. En faisant la synthèse de ces différents apports, on comprend que le territoire local est la véritable "brique de base" de la gouvernance, l'unité élémentaire à partir de laquelle tout l'édifice se construit du

local au mondial, selon une architecture, un mécano, dont la subsidiarité active est le principe constructif essentiel.

Cette redécouverte, de même que le mouvement de décentralisation, sont pour le moins paradoxaux à une époque où l'on ne parle que d'interdépendance planétaire et de globalisation économique. Il est vrai que le mouvement de décentralisation politique ne manque pas d'ambiguïté. Aussi, faut-il commencer par lever l'hypothèque d'une conception atrophiée du local qui vise à en faire une sorte d'annexe inodore et sans saveur, un accessoire nécessaire mais, somme toute, secondaire du grand mouvement de globalisation économique.

## MARGINALISATION DU LOCAL ?

Cette marginalisation du territoire local est tout entière dans l'ambiguïté de la formule : "penser globalement et agir localement". Cette formule, séduisante et séductrice, est profondément perverse. Elle laisse à penser que c'est seulement à partir de données globales que l'on peut penser et, d'une certaine manière, elle invalide d'avance une pensée qui naîtrait du local. Et, plus grave encore, elle renvoie l'action citoyenne au niveau de l'action locale. Ce faisant, elle rejoint un courant de pensée répandu qui consiste à dire : "Les grandes transformations sont portées par des dynamiques internationales, l'évolution des scien-

ces et des techniques, les grands acteurs de l'économie mondiale". Le citoyen moyen doit se résoudre à ne pas avoir de prise sur ces grands facteurs et ces grands acteurs. Mais, on reconnaît que la guerre économique fait beaucoup de victimes et qu'il faut alors la compléter par une action locale, si possible citoyenne, qui viendra prendre en charge tout ce que l'économie ne gère pas et en atténuera les défauts les plus flagrants.

Cette marginalisation du local prend quatre formes :

1. Le local est défini comme la cour où les enfants s'amusaient pendant que les grands travaillent. Les puissants, à Washington, Bruxelles, Londres, Tokyo, Francfort ou Paris se consacrent aux choses sérieuses. Pendant ce temps, les petits s'amusent dans la cour, sans les troubler, du moins tant que les mouvements locaux ne se fédèrent pas à l'échelle internationale, par exemple, contre la globalisation économique.
2. Le local, c'est le lieu de l'action concrète. On ne dira jamais assez combien cette réduction de l'action et du concret à l'immédiat, à l'immédiatement tangible, comporte de perversions. L'action responsable des citoyens, la mise en cohérence des discours et des actes sont évidemment essentielles mais à condition que soient établis les liens et fédérés les efforts du local au mondial.
3. Troisième forme de marginalisation du local, c'est le considérer comme "l'espace des pauvres" ou comme "l'infirmerie de campagne", en arrière du front des combats. Il est vrai que les groupes sociaux les plus fragiles sont bien plus dépendants du tissu de relations et même des systèmes économiques qui s'organisent au niveau local. (l'économie informelle est par nature locale). Il est vrai aussi que les classes moyennes, les cadres, les jeunes bien intégrés dans le marché du travail sont beaucoup plus directement immergés dans l'économie mondiale. Il est vrai aussi que, notamment dans les pays du Sud, les riches demandent des services performants : des routes, des hôpitaux qui fonctionnent, ... mais ne sont pas demandeurs de systèmes d'autogestion de l'eau potable ou de systèmes mutuels d'autoconstruction. Comme les États n'arrivent plus à gérer les effets sociaux de la mondialisation, ils en cèdent la charge aux communautés locales.
4. La dernière forme de marginalisation du local est de l'associer à l'idée d'ancien, de traditionnel. Par ce biais, le local est assimilé au repli sur soi ; il est opposé à l'ouverture sur le monde.

Placé dans une perspective historique longue, on est amené à considérer la question sous un angle tout différent. Au lieu de voir le territoire local comme une survivance du passé, il faut, au contraire, voir la négation du territoire, l'organisation du système industriel actuel et de l'État lui-même, comme une étape transitoire. Le grand mouvement que nous avons connu du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle a transformé progressivement les territoires en espaces. Nous allons, dans les décennies à venir, assister à la revanche des territoires.

Dans les sociétés traditionnelles et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, on pouvait, dans une certaine mesure, parler de sous-systèmes territoriaux autonomes. C'était à la fois des écosystèmes et des systèmes sociaux politiques et économiques. Ils ne vivaient pas en vase clos. Ils étaient articulés entre eux, soit

par des systèmes hiérarchisés comme les royautes, soit par des systèmes d'alliances et d'échanges. Néanmoins, le lien de la communauté avec son écosystème avait un sens immédiat. Quand un décalage apparaissait entre l'évolution de la population, de ses modes de vie et de son nombre, et la capacité des écosystèmes, la société répondait par des révolutions technologiques, à commencer par la révolution agricole, par des dominations et des conquêtes, des migrations ou de multiples formes d'autodestruction. C'est ce lien étroit et spécifique entre une société et un territoire qui donnait toute sa valeur à la notion de territoire. Les événements techniques et politiques des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ont progressivement transformé les territoires en espaces. Le passage des territoires aux espaces a supposé, au plan des valeurs, l'émergence de l'individu par opposition à la communauté. Au plan des techniques, elle a supposé la mobilisation de l'énergie fossile. Au plan des doctrines, le triomphe du darwinisme social. Au plan politique, elle a consisté à transformer la communauté en citoyens atomisés... Cette transformation, issue de la Renaissance, trouve sa pleine expression politique au moment de la révolution française. On remplace la communauté par les individus citoyens et la juxtaposition des territoires singuliers qui forment la nation en l'espace de la nation, une et indivisible. Voilà que s'introduit une première idée fondamentale du passage du territoire à l'espace : on veut une "société sans grumeau".

Le mouvement de transformation des communautés en citoyens "libres" a été rendu possible en s'affranchissant des liens étroits entre chaque communauté et son écosystème, par la révolution de l'énergie qui a conduit à aller chercher toujours plus loin de l'énergie fossile. Cette transformation dans le champ politique a son équivalent dans le champ économique. Au citoyen au sein de la Nation correspondent le consommateur et le producteur au sein du marché. Les "lois du marché" sont, au plan des sciences sociales, le pendant des lois de la gravité, des lois électromagnétiques ou de la thermodynamique dans le domaine physique. Il est d'ailleurs significatif que l'on parle de "marché parfait" dans les mêmes termes où l'on parle en physique de "gaz parfait" : le premier fait agir des producteurs sans lien entre eux, le second des molécules sans lien entre elles. On retrouve la "société sans grumeau".

---

## ÉMERGENCE DE L'ENTREPRISE

---

Dans la dynamique de passage des territoires à l'espace abstrait, les systèmes sociaux et économiques anciens se désarticulent. Dans le nouveau contexte technique, philosophique et politique ainsi créé, un nouvel acteur social va se développer jusqu'à devenir presque hégémonique parce qu'il constitue une espèce particulièrement adaptée aux nouvelles conditions du milieu. Ce nouvel acteur social est bien entendu l'entreprise. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que les acteurs de la révolution française n'avaient nullement conscience de l'émergence de l'entreprise. Ils n'avaient pas perçu la montée, pourtant déjà à l'œuvre sous leurs yeux, de ce qui allait devenir l'acteur dominant les deux prochains siècles.

Cela est si vrai que l'on a mis beaucoup de temps, au XIX<sup>e</sup> siècle, pour construire un modèle mental de l'entreprise et, faute de réflexion autonome sur ce nouvel acteur, on s'est

pendant longtemps inspiré pour son organisation soit de la famille, soit de l'armée.

Les raisons pour lesquelles ce nouvel acteur social, cette nouvelle espèce était si bien adaptée aux conditions du milieu qu'il a grandi et prospéré jusqu'à devenir l'acteur dominant du XX<sup>e</sup> siècle, sont nombreuses. D'abord, au moment où les modes de production ont incorporé de plus en plus de savoirs théoriques et de machines, de nouvelles médiations étaient nécessaires entre les savoirs d'un côté et les besoins de l'autre et c'est l'entreprise qui a constitué ce système de médiation.

Ensuite, contrairement aux communautés, l'entreprise est un acteur mobile. Elle s'est imposée par ses très rapides capacités de déplacement et d'adaptation. L'entreprise, enfin, et les filières verticales qu'elle crée a bien correspondu à une étape de développement où les cycles écologiques, jusque-là fermés, se sont ouverts du fait de l'injection de ressources naturelles et d'énergies extérieures aux communautés traditionnelles. Mais, d'autres logiques économiques et sociales, d'autres systèmes techniques allaient émerger. Les impasses d'un modèle de développement où la société consomme plus de ressources que la biosphère n'est capable d'en reproduire, conduisent à revenir à une plus grande fermeture des cycles ; au même moment, les systèmes de production évoluent, privilégiant cette fois l'organisation des savoir-faire et la mobilisation de biens qui se multiplient en se partageant. C'est cette évolution qui fonde l'émergence au XXI<sup>e</sup> siècle de nouveaux acteurs sociaux. Et, c'est la source de la revanche des territoires.



## LE TERRITOIRE BRIQUE DE BASE DE LA GOUVERNANCE

### MAIS, QU'EST-CE QU'UN TERRITOIRE ?

Mais, qu'est-ce qu'un territoire et dans quelles conditions peut-il devenir la brique de base de la gouvernance ? Plus encore que dans les autres domaines, une révolution de la pensée est nécessaire.

Si on demande à un responsable administratif, à un responsable politique ce qu'est un territoire, la réponse à cette question lui paraît évidente. Un territoire, pour lui, est une surface physique délimitée par des frontières administrati-

ves ou politiques qu'il gère et il n'en connaît pas d'autres. Certes, il n'ignore pas qu'au sein de ce territoire et qu'entre ce territoire et le reste du monde, il y a un grand nombre d'échanges et de relations, mais ce n'est pas l'objet de son travail. Et, si l'on demande : "quel peut être le rôle du territoire dans la mise en œuvre de la gouvernance et des politiques publiques ?", qu'il s'agisse de l'habitat ou des transports, de l'environnement ou de l'éducation, de la santé, de l'eau ou du développement économique, le premier réflexe sera de s'interroger sur "le territoire pertinent". On entend par territoire pertinent la "bonne échelle" pour aborder chacun de ces problèmes. Le drame de ce mode d'approche est que la société évolue en permanence, que les villes, par exemple, ne cessent de s'étendre dans l'espace jusqu'au point où à leur frange, la distinction entre ville et monde rural devient de plus en plus factice. En outre, chaque type de problème conduirait à définir son propre "territoire pertinent", notamment à l'aune du développement durable : celui à l'échelle duquel s'organisent les interdépendances majeures pour le problème. Ce sera le bassin d'habitat pour le logement, le réseau de transport urbain et périurbain pour le transport, le bassin d'emploi pour le développement économique, les principaux bassins versants pour l'eau, etc. En outre, les structures politiques et administratives évoluent infiniment plus lentement que la nature technique économique et sociale des problèmes, de sorte que si l'on espère fonder la gouvernance sur l'adaptation des structures administratives à l'échelle pertinente des différents problèmes, on se livre à une course-poursuite pratiquement perdue d'avance.

Le point de vue change du tout au tout si l'on définit le monde d'aujourd'hui, en particulier le territoire, comme un système complexe de relations et d'échanges. Alors, le développement a pour objet de mieux valoriser et mieux maîtriser les différents systèmes de relations.

La gestion territoriale va supposer de bien les connaître et d'apprendre les multiples manières de les enrichir. Le territoire nous apparaît alors non plus comme une surface géographique ou une entité administrative et politique définissant un intérieur et un extérieur mais, comme l'endroit où se

superposent des nœuds de relations de différentes natures. Et si, par l'application du principe de subsidiarité active, nous nous intéressons à l'art de faire coopérer ensemble des entités administratives et politiques de différentes échelles, la question des "territoires pertinents" devient secondaire. L'important est que le mécano de la gouvernance fonctionne et que, du quartier à la commune, de la commune à l'agglomération, de l'agglomération à la région, et au-delà, le système de relations fonctionne convenablement pour les différentes catégories de problèmes. Les exemples de gestion de ressources naturelles, en parti-

### Principe de subsidiarité active

Ensemble de règles de coopération entre les différentes échelles géographiques de gouvernance qui impliquent notamment :

- articulation des échelles géographiques et non-répartition des compétences ;
- fonctionnement en réseau plutôt que dans le cadre de systèmes hiérarchiques ;
- obligation de résultats et non obligation de moyens ;
- mise en commun des expériences d'acteurs aux différentes échelles ;
- combinaison des actions collectives et non juxtaposition ;
- évaluation de ces actions et possibilité de rectification.

culier, l'eau, illustrent la manière dont s'organisent les relations entre la gestion de l'eau à toute petite échelle et sa gestion à l'échelle internationale. C'est précisément l'importance nouvelle des relations qui amène à reterritorialiser la pensée : le territoire y apparaît sous deux formes ; il est d'abord une superposition de relations essentielles, entre les différents problèmes, entre les différents acteurs, entre l'humanité et la biosphère, un espace privilégié de valorisation des biens qui se multiplient en se partageant ; c'est ensuite le lieu même où s'organisent les relations entre les niveaux de gouvernance.

Dès lors, la problématique classique "pensons globalement et agissons localement" s'inverse pratiquement. C'est à partir du local qu'il faut penser. Pour penser les relations, on ne peut que "penser avec ses pieds", penser à partir des réalités locales.

Partir du territoire oblige à partir de réalités concrètes, d'acteurs concrets, de liens concrets en lieu et place du maniement de systèmes abstraits pour lesquels il n'y a finalement plus de critère pour démêler le vrai du faux. Cette appréhension concrète de la réalité, du temps, des acteurs sociaux est absolument indispensable dans le monde d'aujourd'hui. Par exemple, l'inscription des réalités actuelles dans l'histoire devient tangible et vivifiante quand elle s'observe concrètement sur un territoire dont on voit les mutations et c'est la raison pour laquelle il n'y a probablement aucune éducation possible aujourd'hui sans enracinement dans un territoire. Pour les mêmes raisons, c'est à partir de réalités territoriales qu'il est possible de comprendre la nature de notre modèle actuel de développement et d'en interroger les fondements.

C'est bien à l'échelle du territoire que l'on peut interroger les modèles de développement actuels et les systèmes mentaux et conceptuels qui les fondent. C'est au niveau local que l'on peut le mieux décrire les pathologies de notre mode actuel de développement, que l'on peut interroger la réalité des besoins que l'on prétend satisfaire, que l'on peut esquisser des alternatives. Dans tous les pays du monde, les logiques de la globalisation économique produisent leurs effets au niveau le plus local. Un paysan du Mali, par exemple est immédiatement touché par l'organisation mondiale des filières de production et de commercialisation du riz comme il est touché par les subventions versées par les États-Unis à ses producteurs de coton. Je dirais même que le propre de la mondialisation est précisément que chaque fragment de la société mondiale contient en quelque sorte les gènes de cette société en formation et qu'ainsi l'accès à la totalité est possible à partir d'une compréhension intime d'un quelconque de ses fragments. En définitive, si l'on revient à la subsidiarité active, le territoire apparaît à la fois comme le point d'application de principes directeurs définis à une autre échelle, l'espace de coopération entre les différentes échelles de gouvernance mais aussi le lieu à partir duquel on pense, on évalue, on ouvre de nouvelles pistes. C'est en partant de ces constats que l'économiste philippin, Sixto Roxas, a été le premier à énoncer l'hypothèse que les territoires (dans son esprit, des communautés de 100 000 personnes environ) étaient appelés à devenir les acteurs sociaux de demain. Les acteurs les mieux adaptés à la gestion des relations, les acteurs les mieux adaptés à l'organisation des relations entre le local et le global, les acteurs les mieux adaptés à la gestion des biens qui se multiplient en se partageant. Pour des raisons comparables, en France, le groupe de travail du Commissariat au Plan consacré aux relations entre territoires et exclusion sociale qui s'était réuni, en 1998, sous la présidence de Jean-Paul Delevoye, était arrivé à une conclusion voisine. Face à la crise des grands systèmes (les églises, les syndicats, les partis...), le territoire qui assurait jusqu'à présent la médiation entre les individus et la société, est devenu la médiation essentielle entre les individus et la société.

Mais il est encore long, le chemin à parcourir pour parvenir à ce que les territoires jouent ce rôle et assument cette responsabilité ! Car un acteur social a besoin de développer ses propres outils de mesure, d'analyse et de gestion. Or, si au niveau d'une ville ou d'un territoire, il est possible en principe de décrire, valoriser et maîtriser les relations entre les personnes, les groupes sociaux, la société locale et le monde extérieur, cela ne veut pas dire pour autant que les villes et les territoires le font à l'heure actuelle. C'est même tout le contraire. Une grande agglomération moderne, en France par exemple, connaît infiniment moins bien le système de relations en son sein et avec le monde extérieur que ne le connaissait, il y a mille ans, un village chinois. C'est un paradoxe étonnant mais facilement explicable : le développement des sciences, des techniques et des systèmes d'information nous a rendus de plus en plus ignorants de notre propre réalité concrète. Tout se convertit en valeur monétaire et tout s'échange sur un marché devenu mondial, la valeur monétaire devient la mesure de toute chose et la connaissance des relations concrètes s'estompe. Une ville française, par exemple, connaît mal ses consom-

mations d'énergie, connaît mal les flux d'échanges de biens et de services en son sein et avec l'extérieur, connaît mal les flux d'échanges de matières et la circulation des savoirs. L'économiste américain, Herman Daly, fait observer que "la relation sociale ne faisant pas partie des hypothèses de l'économie, l'approche économique classique est dans l'impossibilité d'évaluer son impact sur les relations sociales". De même, Sixto Roxas, souligne qu'un des outils majeurs de l'économie d'entreprise, la consolidation des comptes entre les départements d'une entreprise puis entre les différentes filiales d'un même groupe, n'a aucun équivalent à l'échelle des territoires. On ne sait pas ce qui entre et ce qui sort d'un quartier ou d'une commune, on sait encore moins consolider cette information à l'échelle d'une agglomération ou à l'échelle d'une région. Dans nos sociétés, qui ont toujours tendance, sous l'influence du calcul économique, à privilégier le quantitatif sur le qualitatif, les relations entre les objets, ce qui ne se mesure pas ne se gère pas. Il serait facile de constater que la plupart des relations qui s'organisent de manière privilégiée à l'échelle des territoires, ne font aujourd'hui l'objet d'aucune mesure.

**À Kalundborg, au Danemark, plusieurs entreprises se sont organisées pour que les unes puissent utiliser comme ressources les déchets et les excédents d'énergie des autres, et diminuer ainsi leur impact sur l'environnement, tout en assurant une économie sur les dépenses en ressources et les frais de transports.**  
(source *Ritimo*)

Ici et là pourtant, on voit s'esquisser des approches nouvelles. Par exemple, dans le domaine de l'organisation industrielle : pour "fermer" les cycles écologiques, il faut faire en sorte de valoriser les échanges de produits entre entreprises et faire en sorte que le déchet de l'un soit la matière première de l'autre. Cette approche de l'écologie industrielle contraint à passer de l'approche juxtaposée d'établissements industriels sur un même territoire à une approche de leurs relations. Il ne s'agit que de toutes premières ébauches. Le développement d'outils opérationnels de gestion des relations multiples à l'échelle d'un territoire sera dans les décennies à venir un des champs d'innovation les plus prometteurs pour la gouvernance. On découvrira alors que le système industriel issu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'organisation de l'État et du marché, bref, tout ce qui avait transformé les territoires en espaces abstraits et sans qualité et les communautés en individus interchangeableables n'aura été qu'une parenthèse de l'histoire. La revanche des territoires s'étend même à des domaines comme l'éducation ou la science qui, parce qu'ils sont au cœur de l'élaboration et la transmission de savoirs, universels, semblent devoir être détériorés par leur nature même. Il n'en est rien.

## TERRITOIRES ET ÉDUCATION

La mutation à venir de l'éducation et de la science est en effet parallèle à celle de la gouvernance et pour les mêmes raisons : si les défis du monde d'aujourd'hui sont

### Principe de subsidiarité active

- À Litmus, en Grande-Bretagne, dans le cadre d'un projet de recherche-action, les habitants ont été invités à définir des indicateurs de qualité de vie dans leurs quartiers, ce qui a conduit à ce que ceux-ci s'impliquent progressivement davantage dans la vie locale. (*Ritimo*)
- De même à Bristol, mille personnes se sont engagées dans l'élaboration d'indicateurs locaux participatifs. Les chercheurs de la New Economic Foundation qui ont accompagné le projet, soulignent l'importance de l'implication des acteurs et des habitants dans ce type de démarche scientifique. (*Politis, novembre 2003*)
- À Stockholm, dans le cadre de l'agenda 21, des tables rondes réunissant experts et habitants ont permis la mise au point d'indicateurs adaptés au contexte local. (*Ritimo*)

des défis de prise en compte des relations, éducation et science doivent en priorité contribuer à relever ces défis. Nicolas Bouleau, mathématicien et professeur à l'école des Ponts et Chaussées, fait à cet égard une observation particulièrement intéressante. Selon lui, il y a deux types de science et non une seule. La première, devenue progressivement hégémonique au cours des deux derniers siècles, s'attache à énoncer des principes vrais quel que soit le contexte. Pour parler le langage des mathématiciens, c'est une science dont les énoncés sont sur le modèle : quelle que soit la situation, le principe que j'énonce s'avère vrai. Or, dit-il, il existe une autre science tout aussi rigoureuse, tout aussi irréfutable que la première. Elle s'énonce ainsi : dans toute situation je peux trouver une réponse satisfaisante à la question posée. C'est ce second type de science qui est le mieux adapté à notre situation actuelle et on aura noté que son énoncé ressemble fort à l'énoncé de principe de subsidiarité active. Ce type de science doit se développer en situation.

Où, mieux qu'à l'échelle d'un territoire, peut-elle le faire ? Et si, comme le défend Edgar Morin, l'objet premier de l'éducation est de permettre au futur adulte de comprendre la condition humaine et de gérer le monde complexe, où, mieux qu'à l'échelle territoriale, à partir d'un enseignement enraciné dans le territoire, pourra-t-on y parvenir ? La place majeure du territoire dans l'éducation se vérifie plus encore pour l'apprentissage de la citoyenneté. Cet apprentissage suppose de pouvoir transformer son environnement, de pouvoir énoncer ses responsabilités. Il suppose aussi, dans l'institution des communautés, une capacité à définir ensemble des règles. Cela n'est possible que dans des situations concrètes, enracinées, avec des acteurs identifiés.

Pierre Calame

### Pour en savoir plus

- Pierre Calame, *La démocratie en miettes, pour une révolution de la gouvernance*, Descartes et cie/Éd. Charles Léopold Mayer, Paris, 2003
- Pierre Calame et André Talmant, *L'État au cœur*, Desclée de Brouwer, Paris, 1997
- Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, *Territoires, penser localement pour agir globalement*, Éd. Charles Léopold Mayer, Paris, 2005
- Erkman Suren (ECLM), *Pour une écologie industrielle*

### Lire également dans l'encyclopédie :

- ❖ Laurent Comelieu, *Nantes, attractivité et durabilité, deux destins liés*, n°52
- ❖ Ina Ranson, *L'agenda 21 de Munich*, n° 53
- ❖ Ina Ranson, *L'agenda 21 de Nuremberg et l'initiative "mobilité intelligente"*, n° 54

Ce document est strictement réservé aux souscripteurs de l'encyclopédie du développement durable.  
Toute reproduction ou citation devra mentionner 4D - l'encyclopédie du développement durable.

**Les éditions des Récollets**

c/o association 4D - 150, rue du Faubourg Saint-Martin - 75010 Paris  
Tél. : 01 44 64 74 94 - dd.recollets@association4d.org

Directeur de la publication : Jean-Pierre Piéchaud